



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N° 5 | Juillet 2023

**1923, ANNÉE DU TRAITE DE LAUSANNE MAIS AUSSI ANNÉE BASCULE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

Olivier Meuwly\*

  
Fondation Pierre du Bois  
pour l'histoire du temps présent

### **1923, ANNÉE DU TRAITE DE LAUSANNE MAIS AUSSI ANNÉE BASCULE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES**

*Depuis novembre 1922, sous la présidence du ministre anglais des affaires étrangères Lord George Curzon, les puissances signataires du traité de Sèvres, conclu en août 1920, se retrouvent à Lausanne. La question turque qu'ils espéraient avoir réglée dans la banlieue parisienne deux ans auparavant a explosé sous les coups de boutoir des troupes de Mustafa Kemal. La quadripartition de la zone turque de l'ex-empire ottoman entre Anglais, Français, Italiens et Grecs, a été violemment remise en cause par les nationalistes turcs, qui ont réussi chasser leurs adversaires de leur territoire, au fil de batailles sanglantes. Il s'agit de négocier une nouvelle organisation du Moyen-Orient. Après plusieurs interruptions, les négociations, conduites, du côté turc, par l'intransigent Ismet Pacha, sont enfin à bout touchant. Le 24 juillet est le grand jour. Les négociateurs pénètrent dans l'aula du Palais de Rumine pour y apposer leur paraphe sur l'acte final de la conférence. Par la vertu du Traité de Lausanne, la Turquie moderne est née. Mais 1923, c'est aussi une année bascule, fichée au cœur de ce tumultueux entre-deux-guerres : on souhaite clore le chapitre douloureux de la Première Guerre mondiale, mais les nuages s'amoncellent déjà sur une Europe confrontée à une Allemagne qui refuse les conclusions du Traité de Versailles et à une Russie qui rêve d'écrire l'histoire d'une encre rouge.*

\*\*\*

#### **1923, une étrange année**

Par l'une de ces coïncidences dont l'Histoire a le secret, 1923 n'est pas devenue une date symbolique par le seul Traité de Lausanne, déjà, en soi, fondamental pour comprendre l'architecture politique en train d'être bâtie dans cet après-guerre qui n'en finit pas de disséminer ses miasmes putrides. Cette date rassemble sous son étiquette chronologique d'autres événements cruciaux pour l'avenir, ou en tout cas symboliques. 1923 voit la publication du Diable au corps de Raymond Radiguet, mais aussi, à la fin de l'année, la tentative de putsch de Hitler, à Munich. Dans la citadelle du Landsberg dans laquelle ses juges l'expédient pour y purger la peine qu'ils prononceront à son égard l'année suivante, le chef suprême du NSDAP, depuis 1921, se met à la rédaction de son sulfureux manifeste, Mein Kampf. Le premier volume de ce brûlot sortira de presse en été 1925. Deux livres qui projettent une lumière paradoxale sur 1923, alors



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

que, sous le soleil du Léman, les diplomates s'écharpent sur les derniers points d'un accord global avec les nouveaux maîtres de l'Anatolie.

L'ouvrage de Radiguet, âgé de 20 ans et qui mourra prématurément peu après la publication de son roman, représente une volonté de rupture avec la mythologie jaillie de la guerre. La jeune génération, absente des champs de batailles de la Somme et de Lorraine, témoigne sa volonté d'en finir définitivement avec une ambiance encore empêtrée dans le souvenir de la tragédie de 14. A travers cette jeune épouse qui se prend de passion pour un jeune homme alors que son mari s'épuise dans la boue des tranchées à la merci des shrapnells ennemis, c'est l'affirmation de la vie contre la mort, l'espoir que le monde puisse recouvrer le plaisir au-delà de l'ombre morbide que l'horreur de la guerre ne cesse de projeter sur une société traumatisée. L'armée a achevé sa longue mobilisation bien que des soldats soient encore réquisitionnés, pour secourir, en vain, les armées blanches enlisées en Russie, ou pour stationner en Sarre et en Rhénanie, que Versailles avait soumises à la surveillance des forces alliées. Les gueules cassées hantent les rues, crachant leurs souffrances aux survivants, privilégiés honteux.

Si *Le Diable au corps* illustre une pulsion de vie née dans les entrailles d'une jeunesse écrasée par le souvenir du martyr des Poilus, à l'opposé, *Mein Kampf*, dans son style dépenaillé et suintant la haine, entretient jusqu'à l'absurde le rejet d'un Traité de Versailles jugé injuste. En quête des boucs émissaires pour expliquer une défaite dont le mot même reste imprononçable, il entend restaurer un honneur allemand porté par des armées rentrées au pays dans l'ordre et la discipline. La légende du coup de poignard dans le dos fait florès depuis l'infâmante signature de l'armistice en novembre 1918 ; l'accablement qui s'est emparé de l'Allemagne ne peut plus durer. Hitler se sent appelé, *Mein Kampf* sera le bréviaire de la réaction, de la revanche, du ressentiment. Avec *Le Diable au corps*, qui, du sommet des ventes record, choque comme il fascine, les Français expriment leur désir de sortir de leur asservissement à la morale dictée par le souvenir de la guerre. Avec l'idéologie véhiculée par Hitler, les Allemands affichent leur conviction de sortir de l'asservissement économique imposé par les alliés. Un asservissement également politique, car, en 1923, la présence militaire prévue par Versailles change de nature.

### Le problème allemand

Les prémices de la République de Weimar, proclamée en 1919, furent d'entrée de cause marquées par la violence et la méfiance. Était-il possible d'instaurer une démocratie dans une société qui n'avait pas, pour une part, rompu avec l'ancien ordre des choses ou, pour une autre part, avait succombé aux espérances conçues à Saint-Pétersbourg, devenue Petrograd, en 1917 ? Marquée par une défaite qu'elle récuse, l'Allemagne semble propice à toutes les expériences politiques. Sous la conduite de son président, le social-démocrate (SPD) Friedrich Ebert, et de son ministre fédéral de l'intérieur Gustav Noske, le Reich, qui a conservé ce nom, a préféré l'ordre à l'aventure. Les socialistes indépendants (USPD) de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été liquidés et il en a été de même des soviets surgis dans plusieurs villes allemandes. Un coup d'Etat venu en mars 1920 de l'extrême droite, celui de Wolfgang Kapp, soutenu par les corps francs du capitaine Ehrhardt, connaît le même sort, avec l'aide des ouvriers cette fois, qui avaient brandi l'arme fatale de la grève générale.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

Désormais la rue est livrée aux bandes armées de l'extrême droite ou du parti communiste, récemment fondé sur les cendres de l'USPD. Avec l'organisation Consul, la première nommée multiplie les actes de terrorisme. Avec toujours l'ambition de discréditer le Traité de Versailles et ceux qui auraient commis le crime de l'avoir ratifié après avoir, du moins veut-elle s'en convaincre, saboté l'effort de guerre en novembre 18 : les futurs « Novememberbrecher », les « assassins de novembre » que la propagande nazie ne cessera de dénoncer. Première victime : Matthias Erzberger, l'un de ceux qui avaient accepté d'assumer l'humiliante rencontre de Rethondes alors que Hindenburg et Ludendorff tentaient désespérément de se défaire de leurs responsabilités dans le désastre militaire, après avoir eux-mêmes réclamé l'armistice. Ancien ministre des finances et membre du Zentrum, le parti catholique, dans le ministère du social-démocrate Philipp Scheidemann, il était la cible de l'extrême droite depuis longtemps. Il est assassiné le 6 août 1921.

Puis c'est au tour de Scheidemann lui-même d'être visé par les sicaires de Consul. Premier chancelier du Reich, démissionnaire parce qu'il désapprouvait le Traité de Versailles, il est assailli par deux hommes le 6 juin 1922, tandis qu'il se promenait avec sa fille. Il échappe à la mort d'un cheveu : il a eu la présence d'esprit de dégainer son pistolet à temps et ses deux agresseurs purent prendre la fuite. Cette issue miraculeuse ne décourage pas les terroristes. Le 23 juin de la même année se produit l'attaque la plus dramatique contre les institutions de la République de Weimar, toujours en peine d'un équilibre démocratique que lui contestent de larges franges de la société allemande. Ce jour-là, c'est le ministre des affaires étrangères Walther Rathenau qui est victime d'un attentat, lui aussi piloté par des membres de Consul. Longtemps membre de la direction de l'AEG fondée par son père, banquier, siégeant dans une foule de conseils d'administration, il avait repris la tâche d'assurer l'approvisionnement de son pays pendant la guerre. Auteur de plusieurs ouvrages, proche des milieux culturels qu'il fréquente assidument, membre du Parti libéral (DDP), juif, homme d'un patriotisme irréprochable, il s'était opposé à l'armistice demandé par le commandement militaire. C'en est quand même trop pour l'extrême droite.

L'Allemagne est sur un volcan et ses dirigeants tentent de se dégager des contraintes du Traité de Versailles. Les réparations qu'il exige pèsent sur le porte-monnaie mais aussi sur le moral des Allemands. Alors que la France mise sur l'argent allemand pour se reconstruire, les Anglais, fidèles aux thèses émises par John Maynard Keynes à Versailles, ne veulent accabler une Allemagne rempart contre le bolchévisme. Les Français, soucieux de leur propre sécurité, ne rejettent pas d'emblée l'idée de soulager la dette allemande, mais à condition que les Etats-Unis en fassent de même avec la dette interalliée. Or les Américains ne veulent en entendre parler. Le président du Conseil français Raymond Poincaré, un Lorrain qui a connu tant la guerre de 70 que celle de 14, exhibe une intransigeance à toute épreuve. La conférence de Gênes, prévue pour juin 1922, doit une fois de plus rouvrir le dossier des réparations. Devant l'hésitation subite des Anglais, la délégation allemande, conduite par Rathenau, prend langue avec les Russes, également présents et signent avec eux le Traité de Rapallo. Cet accord entre les deux exclus de Versailles, heurte certes les Anglais soudain moins conciliants avec les vaincus de 18, mais débouche sur un appui technique fourni par les soviétiques à l'armée allemande. Manière de contourner le traité qui prévoyait une Reichswehr anémique...



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

### « 1923, un traumatisme allemand » (Mark Jones)

Pour l'Allemagne, l'année 1923 est celle de toutes les catastrophes. En train de vaciller sous le poids des réparations et d'une instabilité parlementaire chronique, elle ploie maintenant sous une inflation qui s'emballe. La planche à billets a fonctionné à plein régime pour permettre au pays de se redresser au lendemain de la guerre. Peut-être le prix à payer pour motiver les cœurs en faveur d'une république peinant à ancrer son évidence dans des esprits encore obnubilés par les anciennes splendeurs du Reich wilhelmien. La monnaie se venge. A la fin 1922, un dollar vaut... 9000 Mark. Ce n'est qu'un début. Le gouvernement dirigé par le représentant du Zentrum Joseph Wirth n'y résiste pas. Il est remplacé le 14 novembre par un ministère composé de technocrates et conduit par Wilhelm Cuno, directeur d'une compagnie de fret hambourgeoise et bien en cours dans les milieux économiques américains, avec le soutien de la droite parlementaire du DDP, des libéraux-nationaux du DVP et du Zentrum. Mais à peine en fonction, assailli par une inflation qui ne décélère pas, il doit affronter une crise majeure.

Ulcérés par la mauvaise volonté présumée des Allemands à honorer leurs dettes prescrites par le Traité de Versailles, déçus par le soutien chancelant des Anglais, les Français menaçaient depuis longtemps de se servir directement auprès de leurs débiteurs. Le 11 janvier 1923, avec leurs alliés belges, ils décident de passer à l'acte et occupent la Ruhr. La réprobation est unanime, et pas seulement en Allemagne. Pour toutes les chancelleries, l'occupation est clairement illégale, à la grande consternation de Poincaré et du commandant des troupes françaises Jean-Marie Desgoutte. Pour eux, leur action n'est que la conséquence des lenteurs et tergiversations allemandes. Pris au dépourvu, le gouvernement allemand ne voit d'autre solution que d'encourager, dans les territoires occupés, une résistance passive, qualifiée de « morale » et destinée à empêcher, ou du moins à perturber, le transfert de coke et de charbon vers la France. Face à une population hostile aux Français, à la collaboration déficiente des usines, les Français n'ont d'autre moyen que de recourir à la répression.

Des dizaines de milliers de fonctionnaires de la police ou de l'administration sont obligés de trouver refuge dans l'Allemagne non occupée ; même les grands patrons subissent les foudres françaises. Si le magnat Fritz Thyssen s'en sort avec une peine légère, son collègue Gustav Krupp est expédié en prison. Choqués, ses employés multiplient les grèves. On refuse de vendre des vivres aux Français, qui mobilisent leur propre personnel, y compris dans les chemins de fer. Mais, pour les Français, ce n'est que le début des ennuis, d'autant que leur comportement est loin d'être irréprochable. Dès le 15 janvier, avec la mort d'un jeune Allemand à Bochum, la spirale de la violence s'enclenche. Les Français plaident non coupable, et se calfeutrent constamment derrière le prétexte de légitime défense. On ne peut nier que les troupes d'occupation, mal accueillies, vivent dans un état de tension permanent, mais que le commandement ne cherche guère à apaiser. Les plaintes relatives à de nombreuses agressions sexuelles commises à l'égard de femmes allemandes ne redorent guère leur blason. La situation dégénère lorsque, à Gelsenkirchen et à Essen, deux soldats français perdent la vie lors d'accrochages avec des ouvriers.

Un palier est franchi dans la lutte de plus en plus violente contre l'occupant. Au printemps, d'une résistance passive pratiquée avec le soutien du gouvernement, on passe à une résistance active avec la bénédiction tacite de ce dernier. Les hommes de main chargés de mener à bien les opérations de sabotage se recrutent parmi les membres des



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

organisations d'extrême droite stimulées par l'occupation, comme Consul, et souvent vétérans de la guerre. Jusqu'au jour où survient un drame qui marque les esprits. En avril, Albert Leo Schlageter, un catholique de 28 ans, survivant des tranchées, conduit une attaque contre un train dans la région de Duisbourg. Arrêté, il est jugé par un tribunal militaire et condamné à mort. L'opinion publique est choquée surtout lorsque Poincaré, sourd à toutes les sollicitations en Allemagne ou à l'étranger, refuse sa grâce. Il est exécuté le 23 mai. Pour la France, cet acte d'autorité tourne au désastre. Un « autogoal », selon le mot de l'historien Mark Jones. En arborant son inflexibilité, Poincaré crée un martyr immédiatement récupéré par la propagande de l'extrême droite, Hitler en premier lieu, qui n'en demandait pas tant.

### Les extrémismes au pinacle

Car, en ce mois de mai, le futur maître du III<sup>e</sup> Reich broie du noir. Il est parvenu, à partir de janvier, à consolider sa mainmise sur son parti, le NSDAP. Les 26 et 27 de ce mois, il prévoyait de tenir dans son fief de Munich le premier congrès national de sa formation. Les autorités bavaroises firent mine de s'y opposer, prévenues par la sinistre réputation de séides du chef du NSDAP. Elles refusèrent notamment que fût brandi à cette occasion l'ancien drapeau du Reich. Cette question d'oriflamme est symboliquement importante : le refus du drapeau de la République de Weimar, noir-rouge-or, emprunté à la Révolution de 1848, est un leitmotiv des contempteurs de la république en tant qu'il incarne la haine vouée à cette dernière. Hitler finit par obtenir gain de cause en promettant qu'aucun débordement ne serait à déplorer. Parole tenue. Il engrangea une première victoire, capitale, sa fiabilité était ainsi prouvée... Mais retour de balancier le 1<sup>er</sup> du mois de mai. Il espérait transformer la traditionnelle Fête du travail, monopolisée par la gauche, en un événement qui mettrait en vitrine son mouvement. Cette fois, les autorités bavaroises ne cèdent pas. Hitler connaît alors une profonde phase de dépression, dont l'obstination française contribuera à le sortir.

Schlageter devient le héros que la droite la plus nationaliste attendait. Alors que les républicains et les partisans de Weimar se recueillaient dans le souvenir de Rathenau, l'extrême droite a enfin son idole. L'occupation de la Ruhr attise la radicalisation des positions politiques en Allemagne, où l'on se considère plus mal traité que dans les colonies africaines... En même temps, l'agitation sociale s'exacerbe sous l'aiguillon d'une inflation affublée bientôt du préfixe « hyper ». Le coût de la résistance passive s'avère monstrueux. Le prix de la bière consommée dans la Kneipe du coin explose entre le moment où on la commande et celui où on la termine... Si certains voient leurs dettes s'éteindre, la majorité souffre, la famine menace et suscite une aide de l'étranger, dont la Suisse. Les vols et le suicides se multiplient, les escrocs et leurs recettes miracle, comme Max Klante avec ses chevaux de course, pullulent, la prostitution augmente. Seule l'impression de papier monnaie permet de financer le prix exorbitant de l'opposition aux Français. L'automne s'annonce chaud. La dureté de Poincaré a retourné l'opinion publique anglaise contre la France. Si celle-ci pouvait compter jusqu'à un certain point sur la relative bienveillance du Premier ministre conservateur Bonnar Law, qui avait succédé à George Lloyd miné par son échec de Rapallo, puis de Stanely Baldwin dès octobre, la mauvaise humeur se répand à l'égard de ces Français désormais soupçonnés de vouloir démanteler l'Allemagne et de s'arroger une position dominante en Europe. Insupportable pour Albion...



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

Le gouvernement de Cuno doit abandonner. Le remplace, le 11 août, la première « Grande coalition de l'histoire allemande », comme le rappelle Mark Jones, avec à sa tête Gustav Stresemann, un homme du parti national-libéral DVP mais qui a accepté la république. Il a l'appui du Zentrum, du SPD, du DDP, et, bien sûr, de son parti, le DVP, flanqué d'une vaste aile droite où règne Hugo Stinnes l'un des grands patrons de l'industrie, grand profiteur de l'inflation et proche souvent du DNVP, ultraconservateur. Si l'extrême droite semble tenir la Bavière, d'autres régions assistent à la montée en puissance des communistes qui, aiguillonnés par les stratèges de Moscou, sentent s'approcher le moment propice pour célébrer l' « Octobre allemand »... Stresemann sait les Anglais maintenant bien disposés envers les Allemands, mais il ignore s'ils sont vraiment prêts à pousser les Français au compromis. Pressé par le temps, Stresemann se voit toutefois contraint de mettre un terme à la si dispendieuse politique de résistance passive. Il s'agit d'une indiscutable victoire pour les Français, qui cherchent immédiatement à profiter de leur avantage, maladroitement. Ils soutiennent un mouvement séparatiste rhénan, geste qui provoque la colère des Anglais et apporte de l'eau au moulin des nationalistes, alors que des incidents entre les indépendantistes rhénans et la police causent de nombreux décès, à Düsseldorf, à Aix-la-Chapelle.

En octobre, le socialiste Erich Zeigner accède au pouvoir en Saxe avec le soutien des communistes, qui ont bien l'intention de faire de leur Land le foyer de la révolution à venir. Stresemann se fait investir des pleins pouvoirs pour étouffer l'éventualité grandissante d'un mouvement insurrectionnel en Saxe où des centurions armés sont mises sur pied, alors que les communistes gagnent en influence en Thuringe et s'apprêtent à lancer un putsch à Hambourg. Ebert ne tremble pas, la stabilité a la priorité. L'appel à l'armée calme les esprits mais le SPD, craignant que le gouvernement majoritairement à droite ne profite de la situation pour casser la loi des huit heures de travail par jour, s'offusque et se retire du gouvernement. La république sinue au bord du gouffre. Mais la menace la plus grande vient de Bavière, qui échappe en grande partie aux pouvoirs élargis dont s'est doté le gouvernement fédéral. En réponse à l'arrêt de la résistance passive, le gouvernement bavarois, incapable d'interdire les SA nazie a décrété l'état d'urgence et a confié des pouvoirs spéciaux à Gustav von Kahr, un ultra-réactionnaire qui applique une politique antisémite redoutable. Mais les extrémistes le trouvent trop faible et, derrière Hitler et Luddendorff, planifient un coup d'Etat, sur le modèle de la Marche sur Rome d'octobre 1922. Il a lieu dans la nuit du 8 au 9 novembre. Il échoue, face à la discipline et la loyauté de la police. Une balle tue celui qui marche à côté de Hitler... Il l'a échappée belle, comme la république de Weimar, qui sort renforcée. Stresemann peut mettre en place sa réforme monétaire, vouée au succès, l'année suivante. Il ne pourra le fêter comme chancelier du Reich : son gouvernement tombe le 30 novembre et est remplacé par celui de Wilhelm Marx, membre du Zentrum. Stresemann conservera les affaires étrangères.

### Une époque de mutations

L'échec du « Putsch des brasseries », comme on l'appellera, constitue un tournant, provisoire, de l'entre-deux-guerres. Alors que la carte du Moyen-Orient se redessine à Lausanne, l'Europe continentale s'apprête à entrer dans une phase de stabilisation. Avant de quitter la chancellerie, Stresemann avait réussi à introduire en novembre le Rentenmark, qui va contribuer à freiner l'inflation, puis à la stopper. En même temps, les Français découvrent les chausse-trappes de leur victoire apparente face à la résistance à leur présence en Rhénanie. Anglais et Américains acceptent de reconsidérer la question des réparations et, maîtres du jeu monétaire, contraignent les Français, affaiblis



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

par un franc trop volatile pour profiter véritablement de la puissance militaire qu'on leur prête, à s'asseoir à la table des négociations. Il en sortira en 1924 le Plan Dawes.

La victoire obtenue par Stresemann sur le plan économique, avec la réouverture du débat sur les réparations, se double d'une victoire sur le plan diplomatique. Le Traité de Locarno signé en 1925 réintègre l'Allemagne dans le « concert des nations », tout en brisant l'axe franco-anglais. Après les fanfaronnades de Poincaré aux portes de Düsseldorf, place à un retour du réalisme, avec le nouveau Premier ministre français, le radical Edouard Herriot, moins réticent, avec son ministre des affaires étrangères Aristide Briand, à des discussions avec les Allemands. La France apprend l'humilité et se retrouve, selon Jean-Yves Le Naour, un peu la « cocue » de l'histoire... Mais l'heure est à l'apaisement. La démocratie a été sauvée en Allemagne, l'économie allemande redémarre et toute l'Europe ne peut qu'y gagner. L'effervescence des années 1920, dont 1923 forme une sorte d'épicentre, s'étiole, et pas seulement sur le champ politique. Les années 20 avaient catalysé, après la parenthèse meurtrière de 14-18, une série de mouvements intellectuels, artistiques et scientifiques, en général plus anciens.

Une nouvelle société avait vu le jour, à peine remise du traumatisme de la guerre. L'infiniment grand et l'infiniment petit ouvrent de nouvelles perspectives avec Edwin Hubble. Des progrès formidables sont enregistrés dans le domaine de la physique quantique, les ondes qui strient l'air sont maîtrisées, la TSF prend son envol : Goebbels en comprendra très vite les potentialités inédites pour sa propagande. Le cinéma se réinvente, alors que la grande tragédienne Sarah Bernhardt, qui décède en 1923, avait bien pressenti ses futures conquêtes. La création artistique est révolutionnée. La modernité de la « Belle Epoque » s'était nourrie d'une foule de lectures du monde en mal d'une réconciliation entre l'humain et la machine désormais omnipotente. On en reconnaît les bienfaits mais on la craint aussi, surtout lorsqu'elle aura cédé la place aux canons. Cette nouvelle dimension dont s'est emparé l'art de la guerre invite à une nouvelle compréhension de la place de l'humain dans un monde broyé par la violence, et dont cette machine dont Kafka, mort en 1924, a scruté la perversité. Le cubisme, le futurisme d'avant-guerre, inspirés par les idéaux anarchistes alors en vogue, voulaient briser la réalité capitaliste et bourgeoise au nom d'un individu que l'on doit respecter dans sa singularité. Les années 20 les transcendent. Le dadaïsme né à Zurich en 1917 envahit le monde, en passant par Paris et Berlin, comparée à une Babylone moderne....

La réalité n'est plus supportable, et la guerre aggrave cette perception. En peinture, l'expressionnisme de Grosz balaie une vision irénique du monde, restituant à la société l'horreur d'une vie bouleversée par un conflit hors norme. L'espace se réinvente : la villa « le Lac », œuvre du Corbusier est édifée à Corseaux, près de Vevey, en 1923. La musique n'est pas en reste. Il s'agit de reconstituer le réel à travers une sorte d'acceptation de sa difformité. Avec son expérience dodécaphonique, dès 1923, Arnold Schönberg réorganise le monde du son qu'il convient de repenser dans une unité que l'on pourrait reconstruire par une juxtaposition réagencée des sensations artistiques. Moins abruptes qu'un sérialisme musical parfois artificiel, d'autres sonorités s'immiscent dans les mœurs européennes comme le jazz, importé par les soldats catapultés dans les tranchées de l'Argonne. L'exotisme véhiculé par la musique d'origine afro-américaine séduit. Joséphine Baker triomphe à Paris mais est aussi acclamée à Berlin, avant que le jazz ne s'infilte dans une musique classique en plein renouvellement, avec Ernst Krenek ou Kurt Weill. D'autres créateurs plus radicaux, comme le rappelle Pascal Huynh, reproduisant en musique les discours aux sons inarticulés de Hugo



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

Ball : anticipation des mixages audacieux du Hip Hop... Mais le défilement des années 20 s'achève avec le retour de la prospérité. Comme le reste de la société, surtout en Allemagne, la musique s'idéologise. Partout, le calme revient, avant une nouvelle tempête, dès 1929...

### Et en Suisse pendant ce temps...

Au milieu d'une année 1923 lourde d'angoisses, la Suisse se retrouve donc le théâtre de l'avenir du Moyen-Orient. Membre de la Société des Nations (SDN) depuis mai 1920, après un vote populaire favorable arraché de haute lutte grâce notamment à l'engagement du conseiller fédéral conservateur catholique Giuseppe Motta, la Suisse a réussi à attirer à Genève le siège de la nouvelle organisation. Celle-ci, que bouderont les Etats-Unis qui ont refusé de suivre Woodrow Wilson dans son rêve d'un ordre international régi par le droit, donne une visibilité importante à notre pays. Mais ce n'est pas la seule raison de son choix justifiant l'accueil de la conférence sur son territoire. Les Turcs entretiennent des liens étroits avec la région lémanique, où se sont formés nombre des membres de la nouvelle génération républicaine. Lausanne aura ainsi l'honneur d'héberger les négociations. Mais à quoi ressemble la Suisse alors que l'Europe titube entre l'intransigeance britannique, l'arrogance pacifiste des Français et une Allemagne minée par l'inflation et les extrémismes ? Une Suisse qui ne se veut pas simple spectatrice d'une mise en scène qui lui échapperait : sa diplomatie usera de la conférence pour défendre les intérêts des ressortissants des pays neutres résidant dans cet empire ottoman en déliquescence.

Non belligérante, la Suisse n'est pas sortie indemne de la Guerre. La grève générale de novembre 1918 a enchâssé dans les classes bourgeoises un souvenir traumatisant... Pour calmer la situation, à côté d'autres concessions comme l'examen prochain d'une assurance vieillesse (un projet est présenté en 1925 mais refusé en 1931), le Conseil fédéral avance les premières élections à la proportionnelle, un mode scrutin adopté l'année précédente après plusieurs tentatives, à octobre 1919. Le paysage politique suisse en sort bouleversé. Les radicaux, longtemps hégémoniques, sont les grands perdants, les conservateurs catholiques, inexpugnables dans leurs bastions historiques, maintiennent leurs positions. Les grands vainqueurs sont le parti agrarien, né à Zurich et à Berne durant la guerre, dissidence conservatrice protestante des radicaux, mais surtout les socialistes, enfin représentés au Conseil national selon leur force réelle. Les socialistes réalisent toutefois que leur espoir de conquérir le pouvoir par les urnes, dans un système encadré par la proportionnelle, qu'ils revendiquaient depuis longtemps, et la démocratie directe, a peu de chance de se concrétiser.

Ayant perdu leur aile la plus gauche ralliée au communisme en 1921, les socialistes resteront en dehors du Conseil fédéral jusqu'en 1943. Les radicaux, affaiblis, doivent céder un deuxième siège gouvernemental aux conservateurs catholiques. Dans le canton de Vaud, où les radicaux possèdent de fortes positions, l'hémorragie constatée notamment dans le canton de Berne au profit des agrariens est rapidement stoppée, moyennant l'octroi aux paysans de quelques postes en vue au sein du parti. Les agrariens deviennent néanmoins une épine dans le pied du parti, tant à Lausanne que sous la coupole fédérale. Ils acquièrent une position en vue à Berne, notamment lors des élections au Conseil fédéral, comme en 1919 où est élu le radical vaudois Ernest Chuard, adversaire des agrariens dans son canton mais reconnu par les paysans suisses ; il sera président de la Confédération en 1924. En Suisse alémanique,



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

solidement implanté dans les campagnes bernoises et zurichoises, le parti agrarien compte une aile franchement nationaliste, d'où émergera l'association qui mènera campagne contre l'adhésion de la SDN. Mais la Suisse, qui souffre des répercussions dès la fin 1922 de la débâcle monétaire allemande, conserve sa légendaire stabilité : un projet visant à abolir la journée des 8 heures (cauchemar du SPD allemand) est repoussé en 1920 en votation. S'impose la fonction de la démocratie directe en ces temps troublés de l'entre-deux-guerres : dès qu'un projet est trop marqué à droite ou à gauche, le peuple s'interpose, obligeant les partis à discuter. Cette règle s'appliquera même quand les extrémismes se manifesteront avec plus de virulence... et jusqu'à aujourd'hui.

Le canton de Vaud, fort de ses 317'000 habitants, suit une évolution parallèle à celle de la Confédération. L'économie, frappée de plein fouet, se réorganise, le Comptoir suisse est fondé en 1920, la Chambre du commerce et de l'industrie en 1923. Sous la menace de la gauche socialiste, qui ne connaîtra que plus tard, en Suisse romande, une scission communiste, les radicaux cèdent un siège au Conseil d'Etat à leurs alliés libéraux-conservateurs. Ce qui ne les empêche pas de glisser vers le flanc droit du centre qu'ils prétendent incarner. C'est Arthur Freymond, bientôt proche des idées corporatistes, qui succède en 1922 à Paul Maillefer, un disciple de Louis Ruchonnet, à la syndication de Lausanne. C'est à ce titre qu'il prononcera, en 1923, à l'occasion du bicentenaire de l'exécution du Major Davel, les excuses officielles de la Ville, qui avait trahi le Major... Freymond peut s'enorgueillir de diriger l'exécutif d'une ville placée sous les projecteurs de l'actualité mondiale. Mais bientôt aussi pour de tragiques. L'anticommunisme règne sur les bords du Léman, au point de provoquer un grave incident diplomatique. Lors de la seconde ronde des négociations, lorsque le représentant de l'Union soviétique Vatslav Vorovky est assassiné le 10 mai 1923 par Moritz Conradi, fils d'un industriel spolié par les bolchéviques : son procès tourne vite à celui du communisme et le meurtrier est acquitté, devant des chancelleries médusées... Les relations avec l'URSS, que l'on croyait à l'origine de la grève de 1918, en seront durablement affectées...

\* Dr.Olivier Meuwly, historien spécialiste de l'histoire des partis politiques



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023

### Indications bibliographiques :

Sylvie Arsever (notes et commentaires), *Le Traité de Lausanne 1923*, Vevey, L'Aire, 2014

Christian Baechler, *L'Allemagne de Weimar 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007.

Philipp Blom, *Die zerrissenen Jahre 1918 1938*, Munich, dtv, 2016.

Antoine Fleury, Gabriel Imboden (éd.), *Documents Diplomatiques Suisses*, vol. 8, doc. 255, [dodis.ch/44897](http://dodis.ch/44897), Bern 1988 (consulté en ligne).

Lothar Gall, *Walther Rathenau. Portrait einer Epoche*, Beck, Munich, 2009.

Pascal Huynh, *La musique sous la République de Weimar*, Paris, Fayard, 1998.

Mark Jones, *1923. Ein deutsches Trauma*, Berlin, Berlin, Propyläen, 2022.

Jean-Yves Le Naour, *1992-1929. Les années folles ?*, Paris, Perrin, 2022.

Roland Ruffieux, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974.

Stefan Willeke, « Heute ein König », in *Die Zeit*, 16.3.2023.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°5 | Juillet 2023